

*Canadien National et Air Canada*

Dans le projet de loi on ne parle pas du taux d'intérêt et des obligations antérieures de ces sociétés. On demande de leur accorder un billet en blanc pour qu'elles puissent emprunter.

De quelle façon ces sociétés rembourseront-elles ces emprunts que nous leur permettrons de faire si nous adoptions l'une ou l'autre de ces motions, ou le projet de loi lui-même, puisque dans l'un ou l'autre cas il y a coercition? Ces emprunts seront remboursés l'an prochain grâce à un nouveau projet de loi rédigé dans le même style que celui-là. On votera de nouveau une subvention un peu plus considérable à cause des intérêts à rembourser et, encore une fois, l'an prochain, comme il y a deux ou cinq ans, monsieur le président, on leur donnera une nouvelle possibilité d'emprunter afin d'accroître leur dette pour se développer.

Monsieur le président, quant aux tenants du socialisme que l'on connaît à la Chambre, il y en a des déguisés, et ils font partie du gouvernement libéral, il y en a d'un peu plus vrais et ils sont en face de nous. Ceux-ci disent: Nationalisons les services ferroviaires ou le transport en général au Canada.

Ces socialistes nous disent: Une fois qu'on aura nationalisé, on sera maître chez soi dans le domaine des transports. Mais ils ne disent pas, monsieur le président, qu'on sera maître chez soi en allant emprunter à l'étranger, en endettant les Canadiens et en augmentant les taxes pour rembourser ces emprunts et payer ces subventions aux sociétés. Il en résulte que nous ne sommes pas maîtres du système de transport au Canada pour relier l'Est et l'Ouest, mais que ce sont les étrangers et ceux qui ont financé ces entreprises qui le sont.

Monsieur le président, voilà une situation de fait. Le ministre des Transports (M. Marchand) ou le ministre des Finances (M. Turner) sont absolument incapables, étant donné leur honnêteté intellectuelle, de me prouver le contraire. Il est facile de se gorgier de mots et de dire: nous allons devenir maîtres chez nous, nous allons devenir maîtres de tel domaine, nous allons nationaliser.

Ceux qui nous disent cela, qui se gorgent de si belles paroles devant la population, viennent au Parlement et à titre de ministre des Finances, de ministre des Transports ou de chef du Nouveau parti démocratique, disent: Maintenant votons des subventions de bien-être social pour être maîtres chez soi, pour financer l'exploitation des sociétés dont on est maître.

Deuxièmement, accordons-leur une permission, une sorte de billet en blanc pour emprunter et permettre aux étrangers de contrôler systématiquement ces sociétés. Contrôler ces sociétés, monsieur le président, s'impose de plus en plus, à mon avis.

Ce ne sont plus les Canadiens qui contrôlent la direction de ces sociétés. Ce n'est plus non plus le Parlement qui n'a pour seul rôle que de voter les subventions puisque le ministre, finalement, à cause de la constitution des sociétés de la Couronne, n'est pas véritablement responsable à la Chambre.

Monsieur le président, je dis que c'est se leurrer de penser pouvoir doter le Canada d'un véritable système de transport national, reliant les deux côtes de notre pays, permettant aux Canadiens de l'Est, de l'Ouest, des Maritimes et du Centre, d'échanger des marchandises, des sentiments d'amitié.

Les personnes âgées, à Montréal, sollicitaient à grand renfort de publicité, et avec l'appui de plusieurs, le pouvoir

[M. Fortin.]

de payer moins cher que d'autres, à cause de leur revenu insuffisant, mais elles se voient bafouées.

A Ottawa, on dit: on n'a pas d'argent pour ces catégories de personnes afin de leur faciliter l'accès aux moyens de transport.

Le système de transport est devenu tellement dispendieux au Canada qu'on doit faire face à un problème d'accès en ce qui touche à certaines catégories de Canadiens.

Les gouvernements provinciaux disent: On ne peut pas s'occuper de cela, c'est du ressort fédéral. Et pendant ce temps-là, monsieur le président, les personnes âgées devront continuer à attendre pour profiter du transport en commun, pour profiter d'autres systèmes de transport canadien qui relèvent du ministère des Transports. Ces mêmes citoyens, même s'ils ont un petit revenu, devront continuer à payer des taxes afin de subventionner ces entreprises qui ne nous appartiennent plus.

Monsieur le président, c'étaient les seuls commentaires que je voulais faire à ce sujet. A mon avis, il n'est point nécessaire de s'étendre davantage sur ce sujet, pour répéter la même chose une centième fois. De toute façon, le ministre ne comprend rien et il n'est même pas à la Chambre. Il est important que cela soit écrit par exemple, que le gouvernement et les députés du Nouveau parti démocratique sachent que la nationalisation d'une entreprise grâce à des capitaux qui ne nous appartiennent pas ne nous donne pas l'entreprise, mais la donne à ceux à qui appartiennent les capitaux.

De plus, avoir un système de transport de «broche à foin» comme on en a un actuellement, qui marche sur des béquilles parce qu'il ne nous appartient pas, parce qu'on est obligé de le subventionner comme cela se fait pour le bien-être social, cela signifie, monsieur le président, que nous sommes loin de pouvoir être fiers de notre système de transport.

Enfin, quant au système ferroviaire qui a été construit au Canada, qui était un des moyens pour relier les Canadiens entre eux d'un océan à l'autre et de façonner l'unité nationale, on s'aperçoit aujourd'hui que c'est un échec. Les lignes de chemins de fer sont fermées dans la plupart des cas, les sociétés de chemins de fer n'arrivent pas de façon suffisante, et par des techniques modernes, à fournir et à transporter les produits d'un endroit à un autre. Dans l'Ouest, on a du blé, dont on a besoin dans l'Est, mais on ne le transporte pas. Dans l'Est, on a du lait, dans l'Ouest et ailleurs au Canada, on en a besoin, et on ne le transporte pas. Quant au bœuf, on en a besoin dans une partie du pays, et on en manque dans une autre. Qu'est-ce qu'on fait? Le ministre n'a pas été assez courageux pour donner une réponse aujourd'hui. Alors, on dit aux producteurs du Québec: Serrez-vous la ceinture! On ne les subventionne pas et l'on importe 622 millions de livres de bœuf des pays étrangers!

Notre système de transport qui coûte 225 millions de dollars en taxes aux contribuables va servir à quoi, monsieur le président? A rembourser l'intérêt sur notre dette!

Il y a encore des gens au Canada qui préfèrent vivre dans l'inflation, dans leur petit coin de pays. Il y a encore des citoyens, monsieur le président, qui ne se sentent pas chez eux au Canada parce qu'ils ne peuvent pas profiter des avantages offerts par toutes les régions du pays. Il y a des Canadiens qui ont de la difficulté à avoir accès au système de transport parce qu'il est trop dispendieux. Pour eux, le coût est devenu prohibitif. Il y a des Canadiens qui sont obligés de se serrer la ceinture alors qu'ils